

Le ministère vient d'actualiser les consignes sanitaires pour les modes d'accueil du jeune enfant.

Elles précisent notamment les conditions de gestion des cas contact à risque pour les assistantes maternelles exerçant en MAM ou à domicile.

Tableau récapitulatif

Lieu d'exercice	Personne concernée	Situation	Tests	Isolement
MAM ou à domicile	Assistant maternel	Positif au Covid	Test à J0 (positif)	Isolement de 10 jours + 2 jours après disparition de la fièvre si état fébrile à J10 (si exercice à domicile : suspension de l'activité)
MAM ou à domicile	Enfant accueilli	Positif au Covid	Test à J0	Exclusion de l'enfant de 10 jours + 2 jours après disparition de la fièvre si état fébrile à J10
A domicile	Membre du foyer de l'assistant maternel	Positif au Covid	Test à J0	Isolement 10 jours + 2 jours après disparition de la fièvre si état fébrile à J10 Accueil de l'ensemble des enfants interrompu 10 jours
MAM ou à domicile	Assistant maternel	Cas contact à risque élevé (1)	Tests à J0 et J7 (négatifs)	Isolement 7 jours (si exercice à domicile : suspension de l'activité)
MAM ou à domicile	Assistant maternel	Cas contact à risque modéré (2)	Tests à J0 et J7 (négatifs)	Pas d'isolement systématique
MAM ou à domicile	Assistant maternel	Cas contact à risque négligeable (3)	Test possible	Pas d'isolement systématique
MAM ou à domicile	Enfant accueilli	Cas contact d'une personne au sein du mode d'accueil	Test à J0 (négatif) Test recommandé à J7	Poursuite de l'accueil
MAM ou à domicile	Enfant accueilli	Cas contact d'une personne au sein du mode d'accueil et 3 autres cas contacts positifs confirmés issus de fratries différentes dans une période de 7 jours sur le lieu d'accueil	Test à J0 (négatif) Test recommandé à J7	Accueil de l'ensemble des enfants interrompu 7 jours
MAM ou à domicile	Enfant accueilli	Cas contact d'une personne membre de son foyer	Test J0 et J17 (négatifs)	Exclusion de l'enfant d'une durée de 7 jours après guérison du cas positif, soit 17 jours. Retour possible après 17 jours, même en l'absence de test
A domicile	Enfant de l'assistant maternel	Cas contact (classe fermée)	Test J0 et J7 (négatifs)	Maintien de l'activité

- (1) Est considéré comme cas contact à risque élevé, le professionnel qui n'a pas reçu un schéma complet de primo-vaccination ou a reçu un schéma complet de primo-vaccination depuis moins de 7 jours (vaccins Cominarty/Pfizer, Moderna, AstraZeneca/Vaxzeria ou Covishield) ou moins de 4 semaines (vaccin Covid-19 vaccin Janssen®) ou est atteint d'une immunodépression grave, c'est-à-dire présentant une affection le rendant éligible à une 3e dose de primo-vaccination, même si celle-ci a déjà été administrée ET :
- A eu un contact direct avec un cas, en face à face, à moins de 2 mètres, quelle que soit la durée (ex. conversation, repas, contact physique) ;
 - A prodigué ou reçu des actes d'hygiène ou de soin ;

- A partagé un espace intérieur (bureau ou salle de réunion, véhicule personnel, table de restaurant...) pendant au moins 15 minutes consécutives ou cumulées sur 24h avec un cas, ou est resté en face à face avec un cas durant plusieurs épisodes de toux ou d'éternuement.

(2) Est considéré comme cas contact à risque modéré, le professionnel sans immunodépression grave qui a reçu un schéma complet de primo-vaccination depuis au moins 7 jours (vaccins Cominarty/Pfizer, Moderna, AstraZeneca/Vaxzeria ou Covishield) ou au moins 4 semaines (vaccin Covid-19 vaccin Janssen®) ET :

- A eu un contact direct avec un cas, en face à face, à moins de 2 mètres, quelle que soit la durée (ex. conversation, repas, contact physique) ;

- A prodigué ou reçu des actes d'hygiène ou de soins ;

- A partagé un espace intérieur (bureau ou salle de réunion, véhicule personnel, table de restaurant...) pendant au moins 15 minutes consécutives ou cumulées sur 24h avec un cas, ou étant resté en face à face avec un cas durant plusieurs épisodes de toux ou d'éternuement.

(3) Est considéré comme cas contact à risque négligeable, toute personne ayant un antécédent d'infection par le SARS-CoV-2 confirmé par amplification moléculaire (RT-PCR, RT-LAMP), TAG naso-pharyngé ou sérologie datant de moins de 2 mois.

Quelques infos complémentaires :

En raison de la situation épidémique, l'aide exceptionnelle aux maisons d'assistantes maternelles impactées par la crise sanitaire est prolongée sur le premier semestre 2022.

L'aide exceptionnelle de 3€ par jour et par place fermée en raison de la crise sanitaire bénéficie aux Maisons d'assistantes maternelles (MAM) constituées en personne morale, qui ont des charges locatives (loyer ou remboursement de prêt) et ne perçoivent pas le fonds de solidarité.

Le versement de cette aide a été régulièrement prolongé et élargi à de nouveaux critères au fur et à mesure de l'avancée de la crise sanitaire et devait s'interrompre au 31 décembre 2021. Au total, 0,6 millions d'euros leur auraient été attribués à ce titre au cours de l'année 2021.

Compte-tenu de la circulation toujours active du virus et de la hausse du nombre de contaminations ces dernières semaines, **le conseil d'administration de la Cnaf a approuvé mardi 21 décembre, le prolongement de l'aide dans des conditions identiques, jusqu'au 31 juillet 2022.**

Rappel des critères

Les MAM peuvent bénéficier de l'aide exceptionnelle dans les situations suivantes :

→ fermeture totale ou partielle de l'équipement en raison du Covid, sur arrêté préfectoral ou à défaut sur avis de l'Ars ou du conseil départemental ;

→ fermeture totale ou partielle de la structure à l'initiative du gestionnaire en raison de l'absence d'assistantes maternelles malades du Covid, en arrêt de travail dérogatoire, cas contact ou personnes vulnérables ;

→ fermeture totale ou partielle à l'initiative du gestionnaire en raison d'un enfant testé positif au Covid ;

→ places inoccupées par des enfants identifiés comme « cas contacts » par l'assurance maladie ou dont au moins un des parents est à l'isolement (arrêt de travail dérogatoire, malade du Covid ou cas contact) ;

→ places inoccupées par un enfant dont au moins un des parents est travailleur indépendant, en activité partielle ou en autorisation spéciale d'absence (ASA), en raison des mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre la propagation du virus.